

SOMMAIRE

Page 1

Les déconfin-effets.
L'effet "bulle".
L'effet "report".

Page 2

L'effet "privation".
Le casse-tête des universités.
Rossel parie sur la Normandie.

Page 3

L'effet "restriction".
Les soucis de M. Industrie.
Les investissements.

EPCI : la clause de revoyure.

Covid ou pas, Hervé Morin est bien décidé à poursuivre sa politique de contractualisation territoriale. Pas de diminution de budget. En revanche, à l'occasion des "revoyures", il proposera aux EPCI "d'être réalistes et à la hauteur des enjeux" dans la sélection de leurs projets.

Le message est clair : pas de saupoudrage, une hiérarchisation des actions : "les vraies priorités, les projets rapides à réaliser."

Mon commentaire : il va se porter à la rencontre des EPCI, 3 à 4 rencontres se tiendront d'ici au mois d'octobre, avec 7 ou 8 EPCI à chaque fois.

Filières : attention danger.

L'avenir de deux filières inquiète tout particulièrement Hervé Morin : l'aéronautique - "il ne se passe plus rien !" - et le tourisme "il faut préparer le plan de relance de l'après-été".

- Que peut faire la Région ? Dans le sillage de l'État, elle veut apporter autre chose. Son président cherche à renforcer les interactions entre les entreprises d'un même territoire pour conforter les écosystèmes locaux.

- Des réunions de travail vont être organisées dans les 23 bassins d'emploi normands, avec tous les acteurs économiques ; ça commence le 25 juin à Argentan.

Les déconfin-effets...

• L'effet "bulle".

Dans sa dernière note de conjoncture, Marc Lantéri, le directeur régional de la Banque de France, constate qu'après la chute des mois de mars et d'avril, on a assisté à un rebond de l'activité en mai.

- "Dans l'industrie, écrit-il, les chefs d'entreprises observent une nette reprise de la production. Ce regain est plus marqué dans les secteurs les plus touchés comme les matériels de transport et l'automobile..."

- Les services aussi vont mieux, "sauf pour l'hébergement et la restauration", en juin les chefs d'entreprise tablent sur une reprise de l'activité qui restera, cependant, "très en deçà de son niveau habituel".

- On retrouve cette impression de "retour progressif à la normale" dans le baromètre COVID produit par les CCI de Normandie. "Tous secteurs confondus, les 3/4 des entreprises n'ont pas d'inquiétudes sur les emplois et la trésorerie", lit-on dans la dernière livraison, et le moral des dirigeants "est passé à 7 sur une échelle de 1 à 10", le meilleur score depuis 3 mois.

- Les banquiers constatent le même phénomène, certains parlent même d'une forme d'insouciance et de légèreté : "chez beaucoup de chefs d'entreprise, le soulagement est inversement proportionnel à l'inquiétude ressentie, ils sont dans la bulle du déconfinement."

Mon commentaire : ce retour de balancier est excessif, l'effet bulle n'empêchera pas l'heure de vérité.

• L'effet "report".

C'est en septembre qu'on commencera à mesurer l'impact véritable de la crise en Normandie. Cinq points de vigilance :

- HAROPA : les trafics conteneurisés vont-ils redémarrer ? Au Havre, la chute est sévère (-30%) et, depuis 3 mois, la chaîne logistique est fragilisée. Le plan de soutien d'HAROPA du 20 mai portera-t-il ses fruits ? Les 600 M€ d'investissement du GPMH seront-ils maintenus ? Le redémarrage économique de la Normandie dépend, pour beaucoup, de celui de l'Axe Seine...

- Le bâtiment et les travaux publics. Depuis un mois, la plupart des chantiers ont redémarré. Pour les équipes, c'est compliqué, pour leurs entreprises, c'est plus cher. Mais qu'en est-il des opérations nouvelles, celles qu'il faut lancer aujourd'hui pour les réaliser demain ? Régis Binet pour la FRTP et Alain Piquet pour la FFB espèrent que les donneurs d'ordres publics vont réalimenter la machine, sans se faire trop d'illusions : "ça va prendre du temps, les gouvernances des grandes villes et des grandes intercommunalités ne sont pas encore installées, la dynamique est cassée". On l'a compris, la commande publique ne sera pas bonne cette année.

- L'industrie : après une année 2019 exceptionnelle, le choc a été brutal pour plusieurs grandes filières régionales. Avec l'automobile, NAE en est le pire exemple : 69% de ses adhérents sont dans une situation critique ou tendue, cer-

Les Normands inconscients ?

Le préfet Durand ne cache pas son inquiétude : les Normands baissent la garde !

- L'épidémie est toujours là, "mais la prise de conscience est insuffisante et il y a un relâchement dans l'application des gestes barrière".
- L'ARS a repéré 5 clusters dans le sud de l'agglomération rouennaise, c'est un signe.
- Le préfet s'inquiète aussi de la situation économique et sociale : "les problèmes d'emploi sont devant nous, la rentrée s'annonce difficile".

Là encore, la prise de conscience est insuffisante.

Changement de tête à l'ARS.

Arrivée en 2017, Christine Gardel quittera la direction de l'ARS Normandie, le 15 juillet prochain, pour devenir IGAS. Elle sera remplacée par Thomas Deroche, dircab. adjoint d'Olivier Veran qui "recase" les anciens d'Agnès Buzin.

- Les Normands ont changé de regards sur Christine Gardel. D'abord regardée comme une technicienne de la santé, mal à l'aise avec les élus locaux (voir la fermeture de la maternité de Bernay), ils ont appris à la connaître (et réciproquement) et découvert ses compétences, sa solidité et son souci de servir le bien public. Tous ont reconnu le sérieux de son engagement dans la gestion de Lubrizol et du COVID. Respect.

Le casse-tête des universités.

Comment accueillir les étudiants à la rentrée prochaine, en particulier les 13 300 primo-arrivants ?

- Joël Alexandre, Pierre Denis et Pascal Reghem, les présidents des 3 universités normandes, ne cachent pas la difficulté de l'exercice. Ils réclament des consignes claires de leur ministère : comme leurs homologues, ils tirent le signal d'alarme.
- En attendant, chacun se débrouille comme il peut, en concertation avec toutes les parties prenantes : investissements pour adapter les équipements numériques aux besoins des enseignants et des étudiants, réflexion pédagogique sur l'hybridation des formations (présentiel et distanciel), kits d'accueil et webinaires pour les nouveaux arrivants...

Impression : on fait ce qu'on peut et c'est bien peu.

tains connaissent des baisses de chiffres d'affaires de 40 à 60%, des suppressions d'emplois sont à prévoir. Comment faire face ? Il n'y a pas de solutions magiques, les grands groupes, comme SAFRAN, peuvent traverser le désert en se restructurant ; pour les PME-TPE sous-traitantes, c'est différent.

- Les TPE commerciales sont touchées. En particulier celles du secteur de l'hôtellerie/restauration, pétrifiées par la crise, mais aussi beaucoup d'autres : équipement de la personne, équipement de la maison. Les statistiques du CGA Nord-Ouest montrent l'ampleur des difficultés ; "elles ne mourront pas toutes, mais toutes sont durement frappées"; le président Jean-Pierre Corlaix parle d'un possible effondrement du petit commerce, les 42 200 établissements normands représentent 162 000 emplois : chômage et fermetures en perspective.
- Les activités touristiques et culturelles. Elles aussi sont pétrifiées depuis 3 mois, tous les grands événements ont été annulés ou reportés, les parcs, les musées et les sites remarquables rouvrent timidement. Que faire ? Les professionnels de l'événementiel réfléchissent à une stratégie de reprise ; une campagne de promotion vient d'être lancée sur le thème "Normandie, ailleurs, c'est ici", une chose est sûre, les 15,5 millions de visiteurs attendus ne seront pas au rendez-vous.

Mon commentaire : Les CCI de Normandie viennent de publier "100 propositions pour fixer le cap et impulser le rebond". De la généralisation de la fibre à l'ouverture tardive des bars/restaurants en passant par l'émission par l'État de prêts aux PME, elles constituent un inventaire à la Prévert très utile pour aider à la définition des grandes politiques publiques. On remarquera seulement que leur mise en œuvre demandera du temps alors que les effets de la crise vont s'exprimer rapidement.

• L'effet "privation"

En avril, le nombre des chômeurs de catégorie A s'est élevé à 211 000, en augmentation de 30,2% par rapport à l'année précédente. En un mois, près de 50 000 Normands ont perdu leur emploi, tous les progrès réalisés depuis 10 ans ont donc été détruits : du jamais vu ! Principale explication : le non-renouvellement des CDD et des contrats d'intérim.

Le tsunami est-il passé ?

- Les observateurs s'attendent à une augmentation progressive du chômage, sous le double effet de la multiplication des restructurations/défaillances d'entreprise et de l'arrivée des jeunes à la rentrée prochaine. Personne ne peut décrire quelle sera l'ampleur du phénomène, mais sa puissance ne fait aucun doute. D'ici à la fin de l'année, la vie de plusieurs dizaines de milliers de Normands va être déstabilisée : c'est l'effet privation.

Et pendant ce temps-là...

• Rossel parie sur la Normandie.

Ce lundi 22 juin, le groupe Rossel prend officiellement les commandes de Paris-Normandie. Le tribunal de commerce de Rouen a préféré son offre "print et numérique" à celle d'IPM (soutenue par Jean-Louis Louvel) qui misait surtout sur le numérique. Les salariés ont applaudi, beaucoup se sont dits "soulagés" et pourtant 60 des 240 emplois vont être supprimés.

- Le journal a été racheté 300 000 €, une misère, c'était déjà son prix avant l'arrivée de Jean-Louis Louvel. Il faut dire que les ventes baissent depuis 10 ans (41 000 exemplaires aujourd'hui), qu'il n'est pas le quotidien des Normands (Ouest France est en Basse-Normandie), et que sa présence sur le net est balbutiante et économiquement marginale.

Maintenant, c'est l'heure de vérité. Quel avenir pour le print ? Le numérique peut-il prendre le relais ? Quelle ligne éditoriale pour quel territoire : la Normandie, l'Axe Seine ? Les 3 prochaines années seront décisives. En attendant, les journalistes "souhaitent la bienvenue au nouveau propriétaire", ils ajoutent "Rossel devra fédérer la rédaction autour d'un projet ambitieux, réaliste et respectueux de notre identité régionale". Dont acte.

À savoir : propriétaire de la Voix du Nord, Rossel a déjà démontré sa capacité à reprendre des journaux fragiles : le Courrier Picard ou l'Union de Reims.

Les soucis de M. Industrie...

Chargé par Hervé Morin de définir la nouvelle stratégie industrielle de la Région, Bernard Leroy veut se servir des centres de recherche et production pharmaceutiques normands pour relocaliser en France la fabrication des principes actifs.

- Mais Voilà, au moment où il se met au travail, la direction du groupe Janssen Cilag vient de confirmer la fermeture de son centre de recherche de Val-de-Reuil, un centre que connaît bien le "Monsieur industrie de Normandie" puisqu'il préside l'Agglomération Seine Eure. Une décision incompréhensible pour les chercheurs du site.
- Bernard Leroy doit affronter d'autres mauvaises nouvelles : la fermeture du papetier Chapelle Darblay près de Rouen, la fin d'une aventure industrielle de 90 ans.
- En revanche, il peut se féliciter des avancées de la filière éolienne offshore puisqu'EDF Renouvelables, Enbridge et WPD ont confirmé le démarrage de la construction de parc de Fécamp, avec pour prestataires Siemens-Gamesa (une usine au Havre), Bouygues et les Chantiers de l'Atlantique. Courseulles et Le Tréport suivront.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, chem. de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 260 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 260 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

- Les présidents des 5 Départements en sont conscients. Ils vont devoir financer davantage de RSA ; tous les dispositifs de solidarité vont être sollicités ; le phénomène va se produire avec un décalage de plusieurs mois : 2021 sera une mauvaise année.

Mon commentaire : la Normandie compte aujourd'hui 490 000 pauvres (près de 15% de sa population), une forte augmentation est attendue.

• L'effet "restriction."

Il touche les investissements de l'État et ceux du bloc communal, des Départements et de la Région.

- À l'Abbaye aux Dames, Hervé Morin a largement ouvert les robinets pour soutenir les entreprises et les filières les plus impactées. Résultat, le COVID coûte cher à la Région et le président réclame une aide de l'État pour stabiliser ses recettes : son budget n'est pas un puits sans fond. Sans aide, il ne signera pas le futur contrat de plan. D'autant plus que l'État cherche lui-même à faire des économies ; "le pré-mandat de préfet était décevant", dit-on dans l'entourage du président. Ce n'est pas bon pour les grands projets structurants, ceux qui sont longs, compliqués et coûteux. C'est le premier effet "restriction".
- Le deuxième touche les Départements. Dans le Calvados, le prudent président Jean-Léonce Dupont prévoit une baisse de ses recettes: "on devrait perdre 50 M€, cette année". Les autres Départements vont aussi se serrer la ceinture : le poids de leurs dépenses sociales va réduire leurs capacités d'investissement. Ce n'est pas bon pour les territoires et les entreprises, Jean-Léonce défend l'idée d'un moratoire d'un an sur le remboursement de la dette pour redonner des marges de manœuvre aux collectivités.
- Les restrictions vont enfin toucher le "bloc communal". Les nouveaux exécutifs s'installent, avant de s'engager, ils vont mesurer l'impact de la crise sur leur propre budget, le choc sera rude, on suivra en particulier la situation des grandes intercommunalités (Rouen, Le Havre, Caen, Cherbourg), beaucoup d'investissements seront revus à la baisse, la Communauté d'agglomération du Cotentin en est un exemple.

Mon commentaire : alors que les entreprises l'attendent, la relance de la commande publique va prendre du temps. Pour les nouvelles opérations, 2020 risque d'être une année "très pâle". Les 10 principales collectivités normandes avaient prévu d'investir 2,15 Md€ cette année ; leur régime est maintenant celui des restrictions.

Et pendant ce temps-là...

• Renouvin au Mesnil.

Le Havre Seine Développement se félicite de l'arrivée de Renouvin Transport (Cauville-sur-Mer, 76) sur le parc d'activités du Mesnil, 46 ha entre Montvilliers, Saint-Martin du Manoir et Epouville, en juillet prochain. L'entreprise intervient dans le transport de colis et le déménagement, elle s'installera dans les locaux Activa.

• Les drones du Havre.

Au Havre toujours, dans le cadre du programme PIA3 "Smart Port City", l'université et la filière NAE travaillent sur la création d'une plateforme de développement et d'essai des drones, en milieu urbain, industriel et portuaire. Logiquement, l'aéroport du Havre-Octeville pourrait être le lieu d'implantation.

• Cherbourg : l'éolien embauche...

Satisfaction de Benoît Arrivé, maire de Cherbourg-en-Cotentin. LM Wind Power vient d'annoncer la création de 250 emplois supplémentaires dans l'éolien offshore en 2021. Citation : "la poursuite de la montée en puissance de la filière des renouvelables montre bien que cette industrie est un vrai relais de croissance pour le Cotentin."

Les collectivités locales avaient investi 75 M€ pour accueillir les EMR.